



**PRÉFÈTE
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime
et des Deux-Sèvres
ZI de Saint-Liguaire
4 rue Alfred Nobel
79000 NIORT

Niort, le 13 décembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CC de Parthenay-Gâtine

Boulevard Georges Clémenceau
Complexe aquatique Gatinéo
79200 Parthenay

Références : 0003105568/2024/399

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/12/2024 dans l'établissement Complexe aquatique Gatinéo CC de Parthenay-Gâtine implanté Boulevard Georges Clémenceau 79200 Parthenay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à la visite d'inspection du 30/01/2024, un arrêté préfectoral de mise en demeure du 07/03/2024 a été adressé à l'exploitant. Le présent rapport rend compte de la visite de récolement de cet arrêté de mise en demeure.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CC de Parthenay-Gâtine
- Boulevard Georges Clémenceau Complexe aquatique Gatinéo 79200 Parthenay
- Code AIOT : 0003105568

- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Communauté de Communes de Parthenay-Gâtine exploite le centre aquatique Gatinéo qui comprend des installations soumises à déclaration avec contrôle périodique au titre des rubriques 2910 (chaudière) et 4710 (ex 1138, chlore pour le traitement de l'eau). Ces installations ont fait l'objet d'un récépissé de déclaration n° 2 406/2004 du 11 mai 2004 et d'une preuve de dépôt n° A-9-NDH6V5BBKM du 17 décembre 2019.

L'exploitant a procédé à la régularisation administrative du site en déclarant la modification de la quantité maximale de chlore stockée (preuve de dépôt n° A-4-N7WG0AF7N3 du 15/03/2024) et l'antériorité pour la rubrique 1138 supprimée par décret et remplacée par la rubrique 4710 (preuve de dépôt n° A-4-PTZ9YGHYS du 19/03/2024).

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.1.2 de l'annexe I	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Amende	
3	État des stocks de produits dangereux	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 3.5 de l'annexe I	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Amende	
4	Systèmes de détection	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.3.1 de l'annexe I	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Amende	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Quantité de produits stockés	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.4 de l'annexe 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a procédé à la mise en œuvre partielle des prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 07/03/2024 :

- mise à jour de la situation administrative de l'établissement,
- transmission d'un état des stocks,
- mise en place d'un système de détection.

L'état des stocks doit être complété et le système de détection doit être équipé d'un report d'alarme et faire l'objet d'un suivi trimestriel.

L'exploitant doit faire procéder au contrôle périodique de son installation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Quantité de produits stockés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.4 de l'annexe 1
Thème(s) : Situation administrative, Mise à jour situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 30/01/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 08/04/2024
Prescription contrôlée : <p>Article 1 : Les installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4710 sont soumises aux dispositions des annexes I, II, et III. Les présentes dispositions s'appliquent sans préjudice des autres législations. Annexe I §1.4 [...] vérification que la quantité totale présente dans l'installation le jour du contrôle est inférieure au palier supérieur du régime déclaratif tel que défini à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).</p> <p><u>Constats issus du point n°1 du rapport de visite du 30/01/2024 :</u></p> <p>Le centre aquatique Gâtineo implanté boulevard Georges Clémenceau à Parthenay est exploité par la Communauté de Communes de Parthenay-Gâtine. Un récépissé de déclaration n°2 406/2004 du 11 mai 2004 a été délivré pour l'activité de stockage de chlore gazeux (rubrique 1138). À noter que la rubrique 1138 a été supprimée par décret n° 2014-285 du 03/03/2014. L'activité de stockage de chlore relève actuellement de la rubrique 4710 qui dispose d'un arrêté ministériel de prescriptions générales du 17/12/2008 pour les installations classées soumises à déclaration. [...]</p> <p>Le récépissé de déclaration susvisé mentionne un volume maximum de 4 bouteilles de 50 kg, soit 200 kg au total. [...]</p> <p>La quantité de chlore présente le jour de l'inspection (nombre de bouteilles de 50 kg) est supérieure à celle déclarée et mentionnée dans le récépissé de déclaration susvisé.[...]</p> <p>L'exploitant procède sous un mois à la régularisation des activités de stockage de chlore en procédant à leur déclaration sur le site internet https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/R42920 pour les démarches suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- une déclaration du bénéfice des droits acquis pour la rubrique 1138 supprimée par décret et remplacée par la rubrique 4710, puis,- une modification de la quantité de chlore déclarée.
Constats : <p>L'exploitant a procédé à la régularisation administrative du site en déclarant la modification de la quantité maximale de chlore stockée (preuve de dépôt n° A-4-N7WG0AF7N3 du 15/03/2024) et l'antériorité pour la rubrique 1138 supprimée par décret et remplacée par la rubrique 4710 (preuve de dépôt n° A-4-PTZ9YGHYS du 19/03/2024).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.1.2 de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle périodique
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 30/01/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 08/06/2024
Prescription contrôlée : <p>L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement.</p> <p><u>Constats issus du point n°2 du rapport de visite du 30/01/2024 :</u></p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant n'est pas en mesure d'indiquer si un contrôle périodique au sens des articles R.512-55 à R.512-60 du code de l'environnement a été réalisé.</p> <p>L'exploitant précise que la société Dalkia est en charge du suivi des installations de chlore au sein du centre aquatique.</p> <p>→ L'exploitant sollicite son sous-traitant pour obtenir les documents relatifs aux installations ICPE de son établissement, en particulier le dernier rapport de contrôle périodique relatif à la rubrique 4710.</p> <p>→ L'exploitant transmet ce rapport sous un mois à l'inspection des installations classées.</p> <p>→ Dans l'éventualité où le contrôle périodique n'aurait pas été réalisé, l'exploitant fait réaliser ce contrôle par un organisme agréé dans un délai de 3 mois.</p>
Constats : <p>L'exploitant indique avoir contacté son prestataire Dalkia pour l'obtention du rapport de contrôle périodique au titre de la rubrique 4710. Celui-ci a répondu, d'après l'exploitant, qu'un contrôle périodique serait réalisé après l'installation du système de détection dans le local de stockage chlore.</p> <p>L'installation du système de détection a été effectué en juillet 2024.</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant ne dispose pas du rapport de vérification périodique et n'a pas connaissance de la réalisation du contrôle périodique par un organisme agréé.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant fait réaliser le contrôle périodique de son installation au titre de la rubrique 4710 par un organisme agréé dans les délais les plus brefs et transmet le rapport sous un mois à l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Amende

N° 3 : État des stocks de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 3.5 de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks de produits dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 30/01/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 08/04/2024
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>La présence de matières dangereuses ou combustibles dans les ateliers est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p> <p><u>Constats issus du point n°5 du rapport de visite du 30/01/2024 :</u></p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant ne dispose pas d'un état des stocks permettant de connaître le nombre de bouteilles présentes sur le site. Il indique que la société Dalkia gère les commandes de bouteilles et leur remplacement et qu'il ne dispose pas des informations relatives à cette gestion. L'exploitant doit disposer d'un état des stocks tenu à jour en permanence permettant de connaître le nombre de bouteilles en service, le nombre de bouteilles pleines non raccordées et le nombre de bouteilles vides.</p> <p>L'exploitant mentionne sur le plan d'intervention le local de stockage de chlore.</p>
Constats : <p>Par courriel du 14/03/24, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées la liste des bouteilles de chlore gazeux faisant office d'état des stocks (dernière mise à jour au mois de mars). Ce tableau établi par Dalkia mentionne pour chaque bouteille livrée son numéro d'identification, sa date de livraison, sa date de mise en service, sa date de remplacement.</p> <p>Les nombres de bouteilles pleines, en service et vides ne sont pas explicitement indiqués, mais se déduisent en dénombrant :</p> <ul style="list-style-type: none">- pour les bouteilles pleines, les bouteilles livrées sans date de mise en service,- pour les bouteilles en service, les bouteilles mises en service sans date de remplacement. <p>Concernant le nombre de bouteilles vides, une incertitude demeure, car le document indique seulement la date de remplacement sans préciser la date d'enlèvement (des bouteilles qui ont été enlevées sont toujours mentionnées dans le document papier présenté à l'inspectrice). L'exploitant précise que les bouteilles vides sont enlevées à chaque livraison suivante.</p> <p>La liste comporte également les bouteilles de chlore de la piscine de Saint-Aubin, autre établissement exploité par la Communauté de Communes de Parthenay-Gâtine. L'état des stocks ne doit concerner que le seul site de Gâtineo.</p>

<p>Par ailleurs, l'état des stocks en format papier se trouve dans le local technique réservé à Dalkia fermé à clé, et n'est donc pas accessible en tout temps par tous les salariés susceptibles d'y avoir recours.</p> <p>Le jour de la visite, l'inspectrice constate que le local de stockage contient une bouteille pleine (273670), quatre bouteilles en cours d'utilisation (252673, 289441, 299675 et 306734) et sept bouteilles vides, ce qui correspond aux informations de l'état des stocks présenté.</p> <p>La déclaration de modification de la quantité maximale de chlore stockée (preuve de dépôt n° A-4-N7WGOAF7N3 du 15/03/2024) prévoit une quantité maximale de 490 kg, soit au maximum 10 bouteilles de 49 kg.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'état des stocks doit être complété avec l'ajout d'une colonne pour la date d'enlèvement pour que le nombre de bouteilles vides soit disponible de façon certaine.</p> <p>La lecture du document doit permettre de connaître aisément le nombre de bouteilles (pleines, en fonctionnement et vides) du site.</p> <p>L'état des stocks doit être accessible en tout temps. Un format numérique conservé sur le serveur de l'exploitant sera privilégié pour être accessible depuis n'importe quel poste.</p> <p>Le plan d'intervention affiché dans le hall du bâtiment doit être complété en précisant l'emplacement du stockage de chlore avec son pictogramme de danger.</p> <p>L'exploitant s'assure de respecter le nombre maximal de bouteilles dans le local de stockage (un rappel des obligations réglementaires pourra utilement être fait au prestataire chargé du suivi).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Amende</p>

N° 4 : Systèmes de détection

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.3.1 de l'annexe I</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes de détection</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 30/01/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 08/06/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque local technique ou armoire technique dispose d'un détecteur de chlore. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Au-delà du seuil de 5 ppm, les détecteurs déclenchent une alarme sonore ou visuelle retransmise en salle de contrôle ou dispositif équivalent.</p>

Ces détecteurs sont maintenus en bon état et font l'objet de vérifications tous les trois mois. Le suivi est consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme chargé du contrôle périodique. Une consigne décrit les actions correctives à mettre en œuvre en cas de déclenchement de la détection.

Ces détecteurs peuvent ne pas être mis en place lorsque l'installation se situe à plus de 50 mètres de tout local d'habitation ou de tout lieu de travail permanent à l'extérieur du site ou de tout établissement recevant du public. Ils sont néanmoins mis en place sous six mois lorsqu'un tel local d'habitation ou un tel lieu de travail permanent ou un tel établissement recevant du public est implanté à moins de 50 mètres de l'installation.

Constats issus du point n°6 du rapport de visite du 30/01/2024 :

L'exploitant indique que le local de stockage chlore n'est pas équipé d'un détecteur de chlore. Il indique qu'un devis avait été obtenu, mais est resté sans suite.

L'installation se situe à moins de 50 mètres de maisons d'habitation et est implanté au sein d'un établissement recevant du public.

L'exploitant doit équiper le local de stockage chlore d'un détecteur de chlore déclenchant une alarme sonore ou visuelle avec report et en assurer le suivi (entretien, réparation,...).

Constats :

L'exploitant indique qu'un système de détection chlore a été installé et testé en juillet 2024. Il est relié à une alarme sonore (dans le local à filtration) et une alarme visuelle (au-dessus de l'entrée du local de stockage). L'exploitant explique qu'il a émis une réserve au moment de la réception, car l'alarme sonore est identique à l'alarme incendie. Cependant, les dispositions d'évacuation diffèrent selon le type d'incident (en cas d'incendie, l'évacuation et le regroupement se font à proximité du local de stockage chlore).

En revanche, il n'existe pas de report de l'alarme en cas de détection chlore. L'exploitant précise qu'un report pourrait être envisagé sur le dispositif de contrôle de l'établissement (système de gestion technique du bâtiment, GTB).

L'inspectrice constate qu'un système de détection a été installé. Le capteur dans le local de stockage est relié à une alarme lumineuse fixée au-dessus de l'entrée du local, ainsi qu'au boîtier de contrôle du système de détection qui se trouve dans le local à filtration (attenant au local de stockage chlore).

La vérification trimestrielle du système de détection et son suivi n'ont pas été établis.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met en place le report de l'alarme déclenchée par le système de détection chlore.

L'exploitant détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir l'efficacité du détecteur dans le temps et procède à sa vérification tous les trois mois. Ce suivi est consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme chargé du contrôle périodique.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Amende